

Iran : Reza Pahlavi parle de « révolution », mais de quelle révolution s'agit-il ?



Par Houshang Sepehr

Diriger sans révolutionner

En Iran, les rues, les morgues et les cimetières sont désormais jonchés de cadavres.

Comme on pouvait le prévoir, la République islamique procède à des exécutions sommaires de manifestants, en faisant preuve d'une brutalité extrême. Il s'agit d'un massacre délibéré visant non seulement à étouffer les mobilisations, mais aussi à dissuader durablement toute contestation.

Dans ce contexte, Reza Pahlavi a été accusé d'avoir en appelant à manifester, envoyé la population à la mort.

Mais le premier problème le concernant est la nature même du projet politique qu'il incarne.

Le second est la fonction politique réelle que veut s'attribuer le fils de l'ancien Shah : il aspire à diriger, mais sans assumer un véritable rôle de chef révolutionnaire. Cette position recèle une contradiction fondamentale : vouloir encadrer un mouvement tout en évitant la dynamique révolutionnaire qui pourrait en découler.

L'orientation de Pahlavi s'inspire à la fois des théories de Gene Sharp sur les « révolutions de couleur » et d'approches prônant une confrontation limitée et contrôlée. Dans les deux cas, l'accent n'est bien entendu pas mis sur l'auto-organisation des masses, mais sur des scénarios préconçus visant à canaliser, voire contenir, la mobilisation populaire.

Or, l'expérience iranienne a déjà montré les limites de ces approches.

Les mobilisations de masse ne peuvent aboutir que lorsque le pouvoir en place est déjà profondément fragilisé.

À l'inverse, les formes de confrontation dispersées doivent faire face à la cohésion de l'appareil répressif.

Dans les deux cas, l'absence d'organisation autonome des masses constitue une faiblesse décisive. Or, sans organisation, il n'y a pas de transformation sociale possible.

La réalité des soulèvements : la centralité des classes populaires

La réalité sociale issue des soulèvements récents, notamment depuis 2017, contredit les schémas des monarchistes. Les classes populaires, confrontées à une violence structurelle permanente, y ont développé leurs propres formes de lutte. Celles-ci ne correspondent pas

aux modèles élaborés pour analyser les mobilisations touchant principalement les « classes moyennes ».

Par ailleurs, une partie des « classes moyennes », privée de représentation politique depuis l'effondrement des clans « réformistes » du régime, s'est tournée vers une forme de nostalgie du passé. L'« Organisation Pahlavi » a su capter et organiser cette nostalgie, se positionnant comme un nouveau pôle de représentation. Grâce à des relais médiatiques richissimes, à une partie de la diaspora et à divers réseaux d'influence, l'« Organisation Pahlavi » a progressivement étendu son influence, y compris dans certains segments des classes populaires.

Cependant, cette stratégie repose sur une contradiction majeure. D'un côté, elle reconnaît la nécessité de mobiliser la colère sociale ; de l'autre, elle cherche à en limiter la portée, afin d'éviter toute transformation en dynamique révolutionnaire autonome. Ce double mouvement — encourager la mobilisation tout en empêchant son approfondissement — constitue le cœur du projet de Reza Pahlavi et son entourage.

Ce qu'ils/savent, mais qu'ils/elles taisent, c'est qu'aucune révolution ne triomphe par de simples manifestations de masse ou par des actions violentes dispersées. Une révolution est un processus long, basé sur l'organisation progressive des dominé.es : comités de quartier, structures de grève, formes d'auto-organisation capables de contester concrètement le pouvoir existant.

C'est précisément cette perspective qui est redoutée par les monarchistes. Car une telle dynamique ouvrirait la voie à des forces autonomes, échappant à leur contrôle. L'histoire récente a montré que des mouvements capables de s'ancrer dans les structures sociales peuvent transformer durablement le rapport de force — y compris lorsque des forces contre-révolutionnaires cherchent à les capter à leur profit.

Une stratégie qui expose la population sans la protéger

Dès lors, une question centrale s'impose : de quelle « révolution » Pahlavi parle-t-il ?

Il s'agit pour lui d'une « révolution nationale » d'un type particulier : une stratégie consistant à exposer des masses non armées à une répression massive, afin que le coût humain devienne un levier dans des négociations internationales. Cette logique ne peut pas s'imposer sans une intervention étrangère.

Mais une telle perspective constitue une impasse. Elle repose sur une instrumentalisation des mobilisations populaires, sans offrir de perspective d'émancipation réelle. Pendant ce temps, les classes les plus précaires — celles qui n'ont même pas les moyens de recourir à l'arme de la grève— continuent de payer le prix le plus élevé.

Une alternative introuvable sans organisation

La République islamique, quant à elle, a démontré qu'elle ne reculerait pas devant une intensification de la violence. Dans ces conditions, la répétition de mobilisations non structurées ne peut conduire qu'à une reproduction du cycle répression–sacrifice.

Sortir de cette impasse suppose de rompre avec ces illusions : ni les scénarios importés de « transition pacifique », ni les stratégies de confrontation dispersée ne peuvent, à eux seuls, ouvrir une voie de transformation réelle. Seule l'organisation autonome des masses opprimées et exploité.es peut constituer une réelle alternative.

Tant qu'une telle perspective ne sera pas mise en œuvre, la situation risque de demeurer inchangée — et les rues, les morgues et les cimetières continueront de porter le poids de cette impasse.

Mais en réalité, la question n'est pas de savoir si Pahlavi et son entourage pourraient s'orienter vers la création d'organisations de masse, ou si ils en ont peur et échoueront donc à renverser la République islamique. Il s'agit plutôt de constater que cette « révolution nationale », dont le nom véritable est « contre-révolution néo-fasciste », repose sur la mobilisation de rue, le contrôle des médias et le recours implicite à une intervention militaire américano-israélienne.

Même si, le cas échéant, elle pouvait tenter de mettre en place des institutions de masse, celles-ci seraient de type fascistes et destinées à consolider son contrôle, et non à émanciper les masses populaires.

Au fond, toute cette discussion montre une réalité simple et inquiétante : Reza Pahlavi a de facto pris la tête de la « contre-révolution ». La question n'est pas de savoir si cette « contre-révolution » — ou « révolution royaliste » — peut triompher, comme l'avait fait la « contre-révolution » islamique en 1979. Il s'agit avant tout de prendre conscience de ce fait et de se souvenir de la grande leçon de 1979 : les soulèvements populaires, si puissants soient-ils, peuvent être récupérés ou trahis lorsqu'ils ne s'appuient pas sur une organisation autonome des masses.

Cette lucidité est essentielle pour comprendre que la vraie transformation ne viendra ni de Pahlavi, ni d'aucune intervention étrangère, mais uniquement de la capacité des opprimés et exploités à s'organiser et à défendre leurs propres intérêts.